

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE

L'actualité du développement durable sur les
marchés du Bâtiment en Ile-de-France

BILAN ANNUEL:
Situation en 2018 – Tendance 2019



GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.



Juin 2019

Sommaire

L'environnement socioéconomique

p. 3

- ▶ Une reprise d'activité confirmée
- ▶ Un potentiel de logements à rénover important mais disparate

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p. 5

- ▶ Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités
- ▶ Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

L'impact sur la rénovation énergétique

p. 15

- ▶ Les logements rénovés en-deçà des objectifs des SRCAE et du PREH
- ▶ Le marché de la rénovation énergétique générateur d'activité

La mobilisation des professionnels

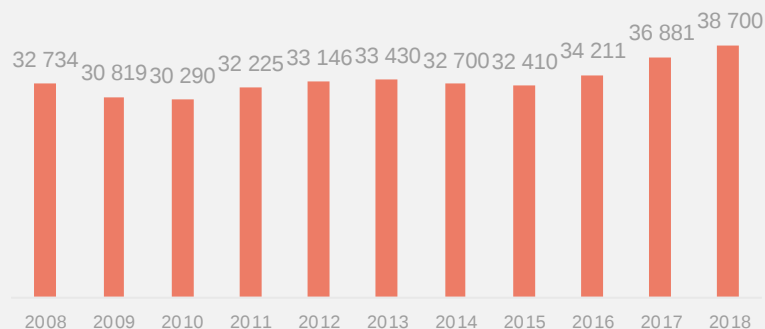
p. 17

- ▶ La qualification RGE mobilise les entreprises...

Une reprise d'activité confirmée

Evolution du chiffre d'affaires Bâtiment en Île-de-France

Unité : million d'euros courants HT - Source : Réseau des CERC



Chiffre d'affaires 2018 (évolutions en volume)

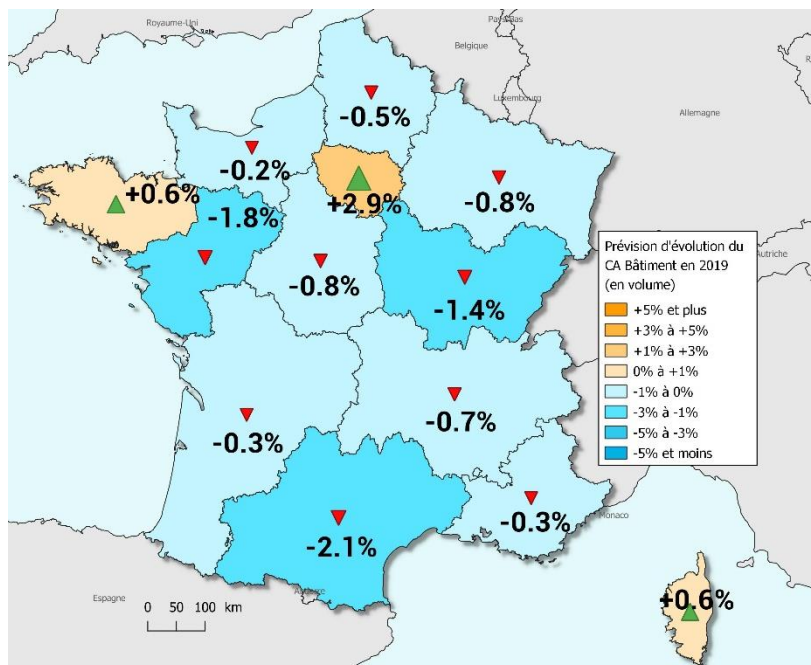
Île-de-France	France
38,7 Md€	142,9 Md€
+3,1%	+1,8%

Une activité en hausse en France et en Ile-de-France

En 2018, le chiffre d'affaires du Bâtiment en France a augmenté de 1,8 % en volume pour atteindre 142,9 milliards d'euros.

Cette hausse de l'activité a également été constatée en Ile-de-France, avec un chiffre d'affaires atteignant 38,7 milliards d'euros, représentant une hausse de l'activité en volume de 3,1 %.

Prévisions régionales d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2019



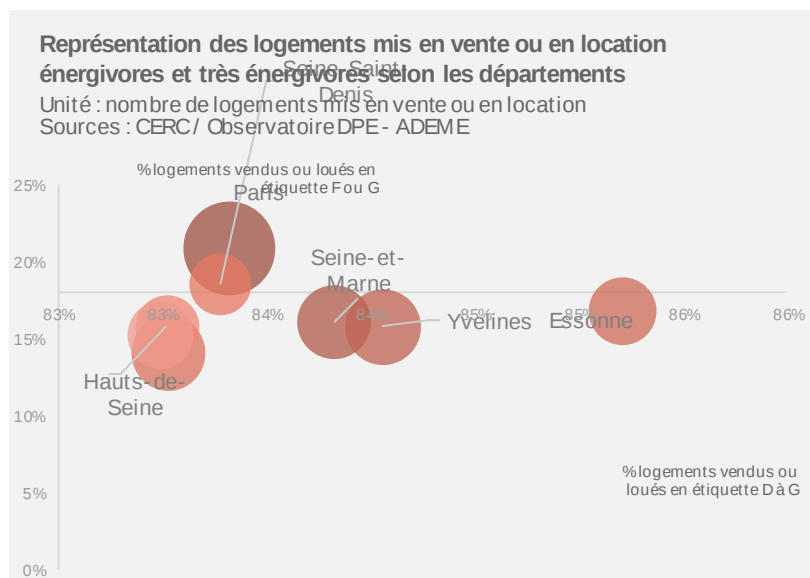
Evolutions en volume par rapport à 2018

Des premières prévisions qui font état d'une augmentation de l'activité dans 3 Régions en 2019

Selon les premières estimations, l'activité, en 2019, devrait croître en volume dans trois Régions en France, à savoir l'Ile-de-France, la Bretagne et la Corse.

En Ile-de-France, l'activité devrait augmenter de 2,9 % en 2019 par rapport à 2018.

Un potentiel de logements à rénover important mais disparate

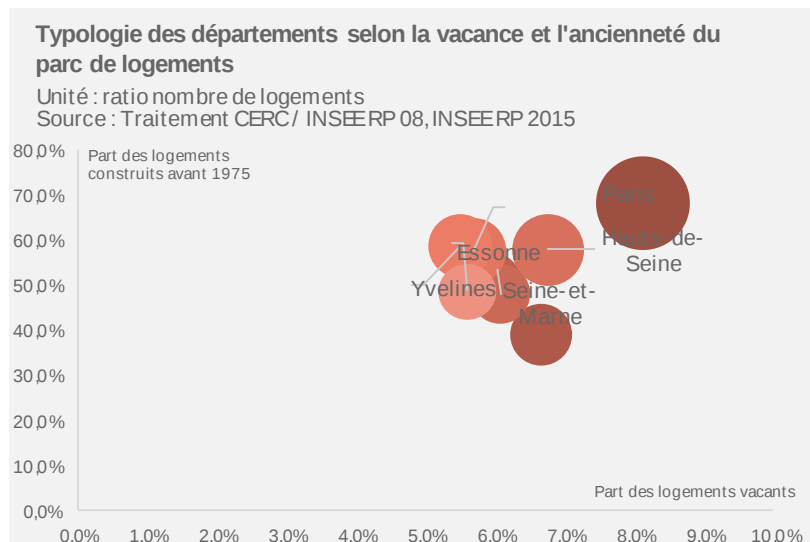


Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements mis en vente ou en location en étiquette D à G

Disparités entre départements dans les logements énergivores ou très énergivores mis en vente

Pour la totalité des départements d'Ile-de-France, le pourcentage de logements vendus ou loués en étiquette D à G est supérieur à 83 %. Ce pourcentage est particulièrement élevé dans l'Essonne (plus de 85 %), dans les Yvelines et en Seine-et-Marne (plus de 84 %).

En revanche, dans ces départements, la part de logements vendus ou loués en étiquette F ou G est inférieure à 18 %. En comparaison, Paris est le département où le pourcentage et le nombre de logements vendus ou loués en étiquette F ou G est le plus important.



Part des logements vacants

Île-de-France	France
6,6%	8,0%

Une part des logements vacants moins importante en Ile-de-France que sur l'ensemble de la France

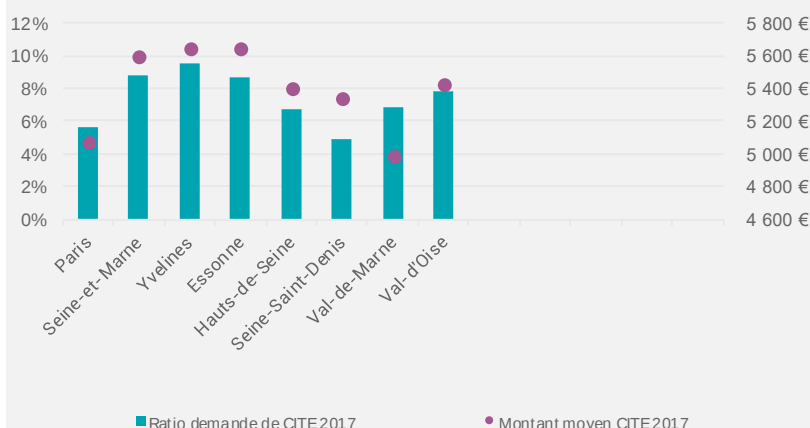
En Ile-de-France, 6,6 % des logements sont vacants contre 8 % sur la totalité de la France.

En proportion, la majorité des logements vacants se situe à Paris (environ 8 %) ; département dans lequel la part des logements construits avant 1975 est la plus importante (environ 70 %).

Une part de foyers ayant demandé un crédit d'impôt (par rapport au nombre de propriétaires occupants) moins importants en Ile-de-France qu'en France

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les départements en Île-de-France

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €
Source : Traitement CERC / DGFiP et INSEE RP15



Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt sur les propriétaires occupants (travaux 2017)

Île-de-France	France
7,4%	8,5%

Le CITE différemment sollicité selon les départements

La proportion de propriétaires occupants ayant demandé un CITE est moins élevée en Ile-de-France (7,4 %) que sur l'ensemble de la France (8,5 %).

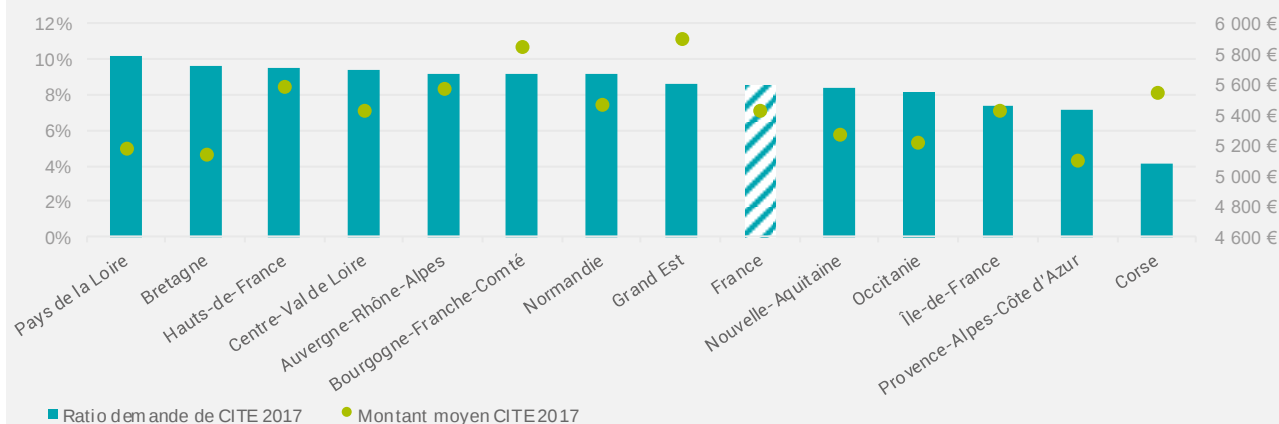
Par ailleurs, cette part est plus importante dans les Yvelines (9 %) en en Seine-et-Marne (plus de 8 %).

Le montant moyen du CITE en 2017 est le plus important dans l'Essonne, les Yvelines et en Seine-et-Marne (plus de 5 600€).

L'Ile-de-France est le troisième département dans lequel la part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt est la moins élevée.

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les régions

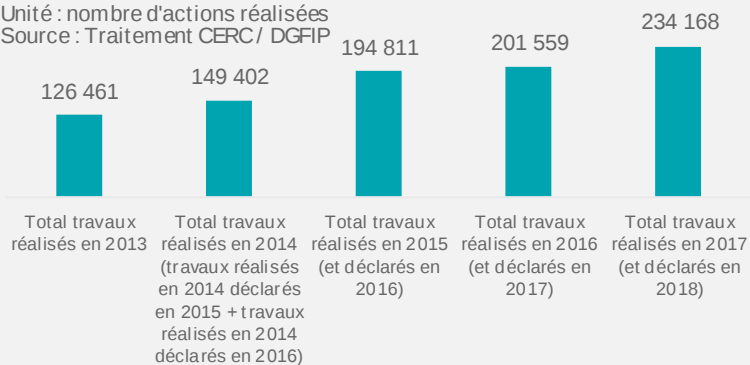
Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €
Source : traitements CERC / DGFiP et INSEE RP15



L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

Evolution du nombre d'actions réalisées dans le cadre du crédit d'impôt

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFiP



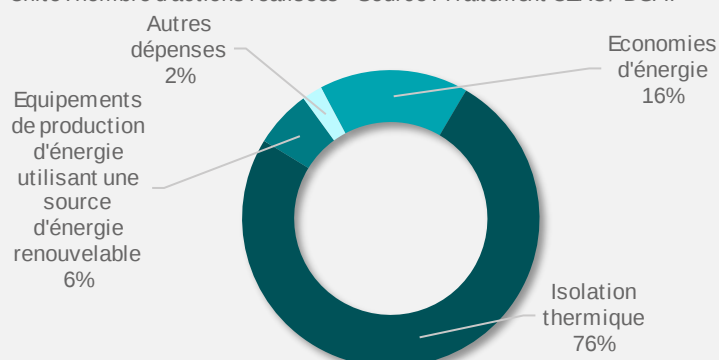
Augmentation du nombre de travaux réalisés en 2017 dans le cadre d'un CITE par rapport à 2016

En 2017, 234 168 travaux ont été réalisés dans le cadre d'un CITE, soit 32 609 travaux de plus qu'en 2016, représentant une augmentation de 16,2 %.

La majorité des actions réalisées concerne l'isolation thermique (76 %). Viennent ensuite les économies d'énergies pour 16 % des travaux réalisés.

Répartition des actions menées en 2017 (et déclarées en 2018) par les ménages

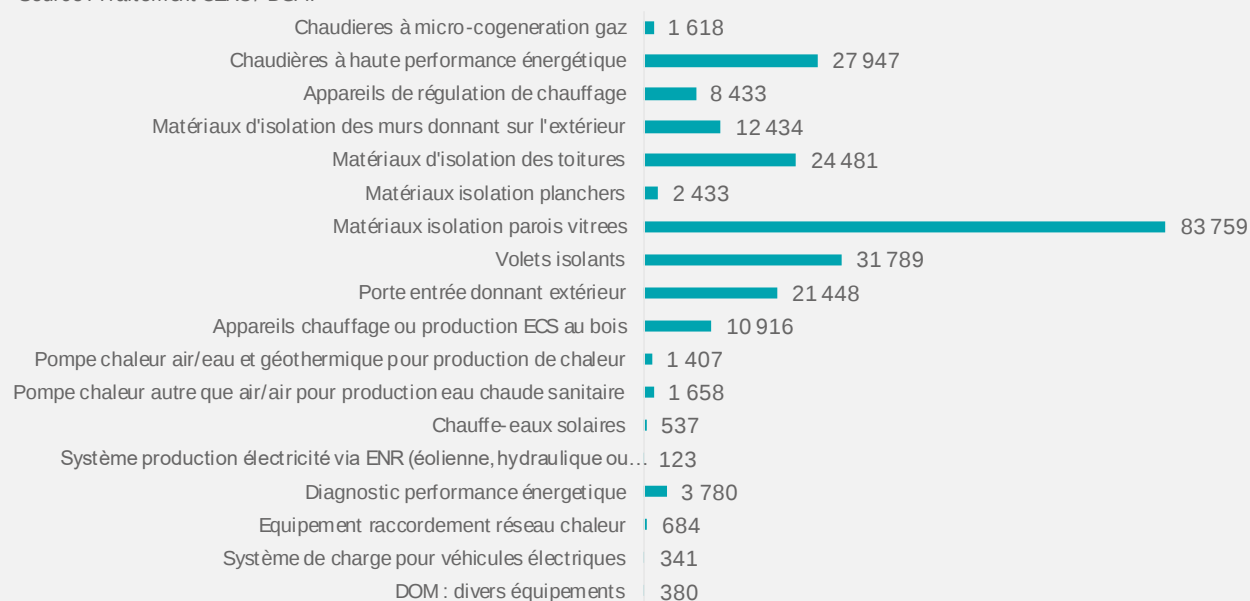
Unité : nombre d'actions réalisées - Source : Traitement CERC / DGFiP



Parmi les actions, les matériaux d'isolation de parois vitrées ont été les plus sollicités.

Actions réalisées en 2017 (et déclarées en 2018) par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFiP

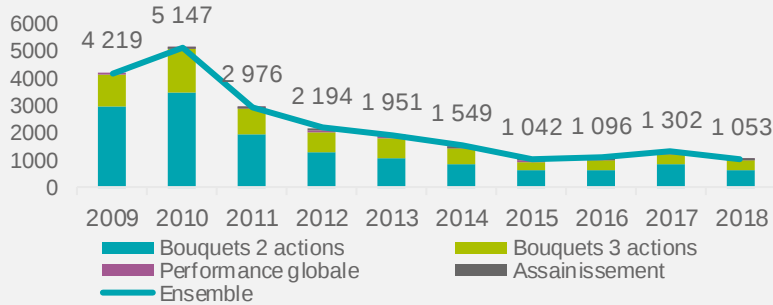


L'éco-PTZ en baisse en 2018

Evolution de la distribution d'éco-PTZ en Île-de-France

Unité : nombre de logements

Source : Traitement CERC/ SGFGAS



Nombre d'éco-PTZ distribués en 2018 (Evol. 1 an)

Île-de-France

1 053
-19%

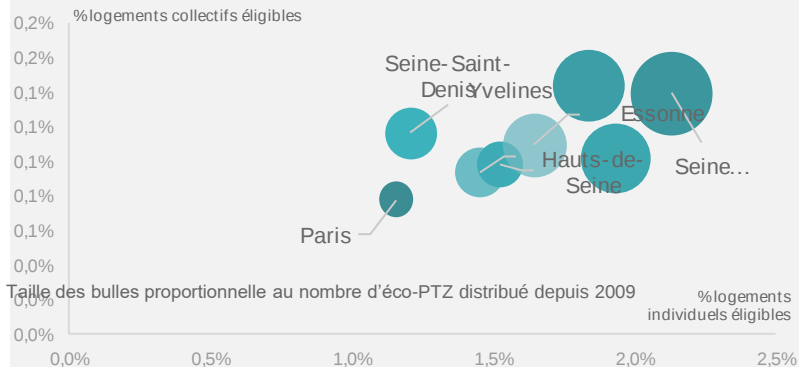
France

18 370
-23%

Distribution départementale d'éco-PTZ cumulée de 2009 à 2018 en Île-de-France

Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles

Source : Traitement CERC/ SGFGAS, INSEERP 2008



Chute du nombre d'éco-PTZ distribués en 2018, en Ile-de-France comme en France

En 2018, 1 053 éco-PTZ ont été distribués en Ile-de-France, représentant une diminution de 19 % par rapport à 2017.

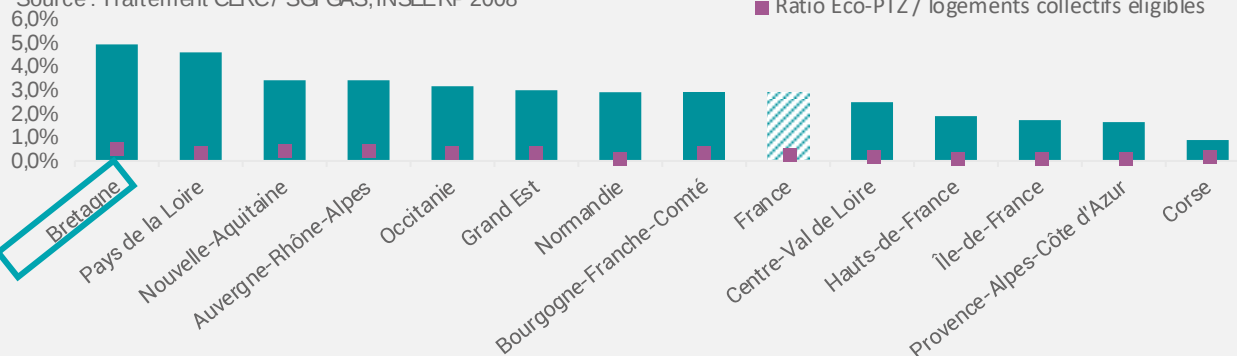
Cette tendance est observée sur l'ensemble du territoire français (baisse de 23 % par rapport à 2017).

L'Essonne est le département dans lequel la part de logements individuels et collectifs éligibles est le plus élevé.

Distribution d'éco-PTZ cumulée de 2009 à 2018 en France

Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles

Source : Traitement CERC/ SGFGAS, INSEERP 2008

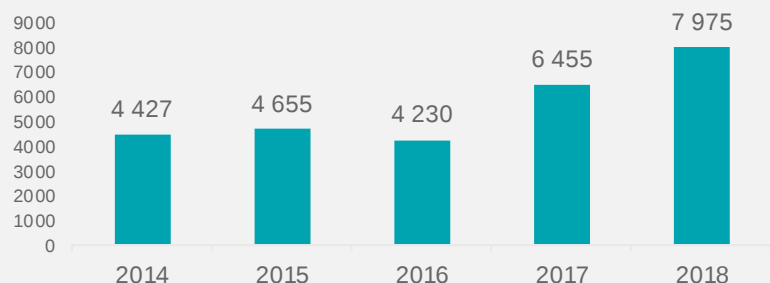


Les rénovations Habiter Mieux en augmentation en Ile-de-France en 2018

Evolution de la rénovation dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Île-de-France de 2014 à 2018

Unité : nombre de logements

Source : Traitement CERC/ Source ANAH



Augmentation de la rénovation dans le cadre du programme « Habiter Mieux » de l'ANAH en Ile-de-France

En 2018, 7 975 logements ont été rénovés via le programme « Habiter Mieux » de l'ANAH en Ile-de-France, représentant une augmentation de 24 % par rapport à 2017.

Cette augmentation est constatée sur l'ensemble de la France : + 19 % par rapport à 2017.

S'agissant de la répartition départementale, c'est en Seine-Saint-Denis que le nombre de rénovation est le plus important.

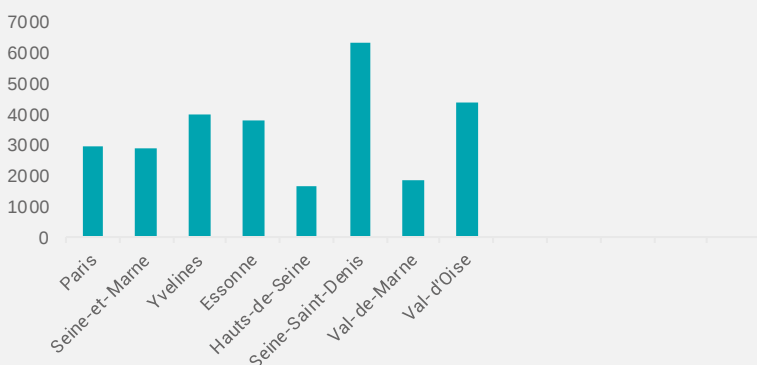
Nombre de logements rénovés via le programme en 2018 (Evol. 1 an)

Île-de-France	France
7 975	62 335
+24%	+19%

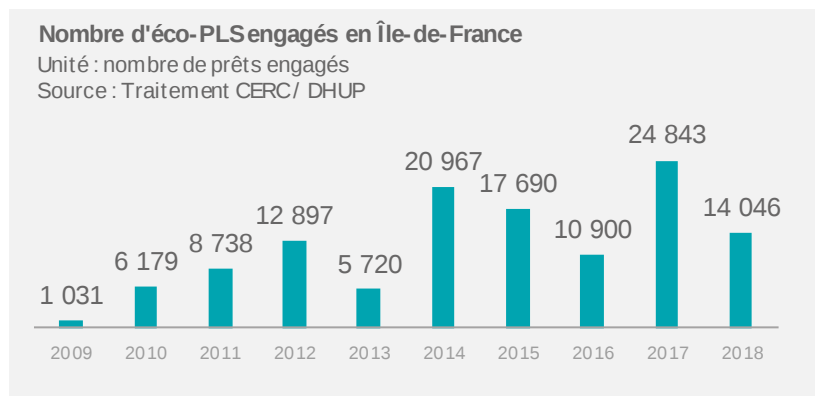
Rénovation départementale dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Île-de-France de 2014 à 2018

Unité : nombre de logements

Source : Traitement CERC/ Source ANAH



Chute du nombre de logements engagés éco-PLS en 2018 en Ile-de-France



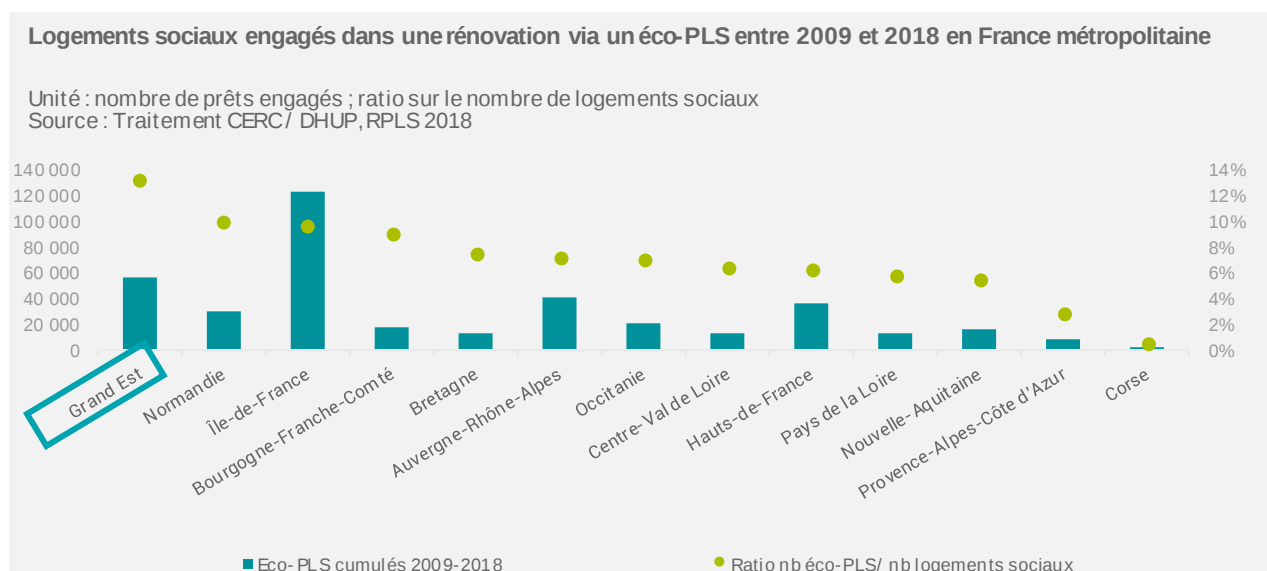
Nombre de logements engagés éco-PLS en 2018 (Evol. 1 an)

Île-de-France	France
14 046	43 409
-43%	-27%

Forte diminution du nombre de logements engagés avec un éco-PLS

En Ile-de-France, 14 046 logements sociaux ont été engagés dans une rénovation avec un éco-PLS, représentant une diminution de 43 % par rapport à l'année 2017.

L'Ile-de-France est le département dans lequel le nombre de logements sociaux engagés dans une rénovation avec éco-PLS est le plus élevé.

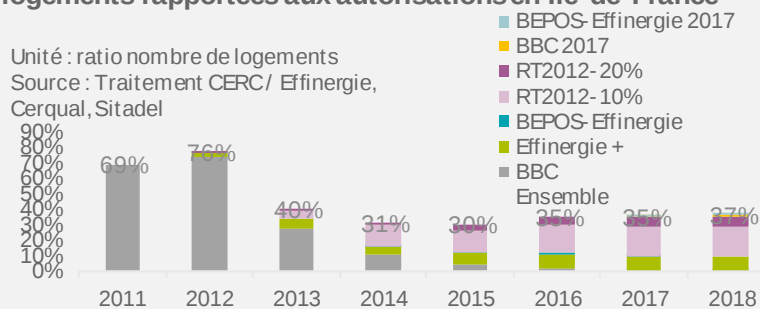


Labellisations énergétiques et environnementales dans le parc neuf

Les labellisations énergétiques des logements supérieures à la RT 2012 en légère baisse en Ile-de-France

Evolution des demandes de labellisation énergétique de logements rapportées aux autorisations en Île-de-France

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC/ Efficnergie, Cerqual, Sitadel



Hors Cequami en 2017

Nombre de logements avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2018 (Evol. 1 an)

Île-de-France	France
32 600	63 415
-2%	+5%

Hors Cequami en 2017

En Ile-de-France, légère baisse du nombre de logements avec demande de labellisation énergétique supérieure à la RT 2012

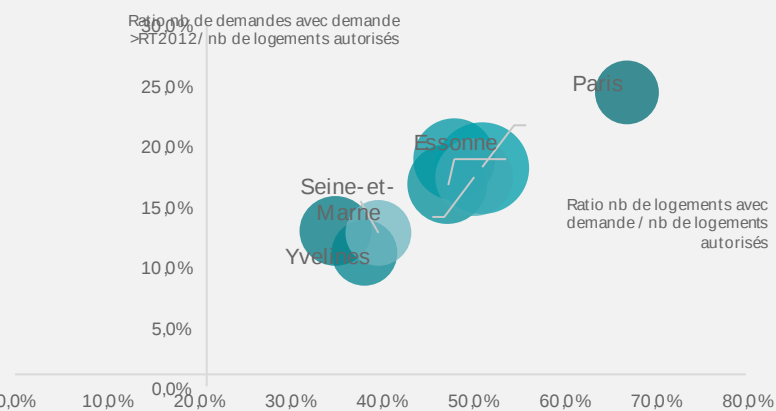
En Ile-de-France, le nombre de logements avec ce type de labellisation a diminué de 2 % en 2018 par rapport à 2017. Sur la totalité de la France, ce nombre de logements a augmenté de 5 %.

En outre, c'est en Ile-de-France que le nombre de demandes de labellisations est le plus élevé.

Par ailleurs, c'est à Paris que la proportion de demande avec label par rapport au nombre de logements autorisés est le plus important. De même, c'est également à Paris que le nombre de logements avec demandes de label supérieur à la RT 2012 par rapport au nombre de logements autorisés est le plus élevé.

Bilan des demandes de labellisations énergétiques de logements en Île-de-France de 2007 à 2018

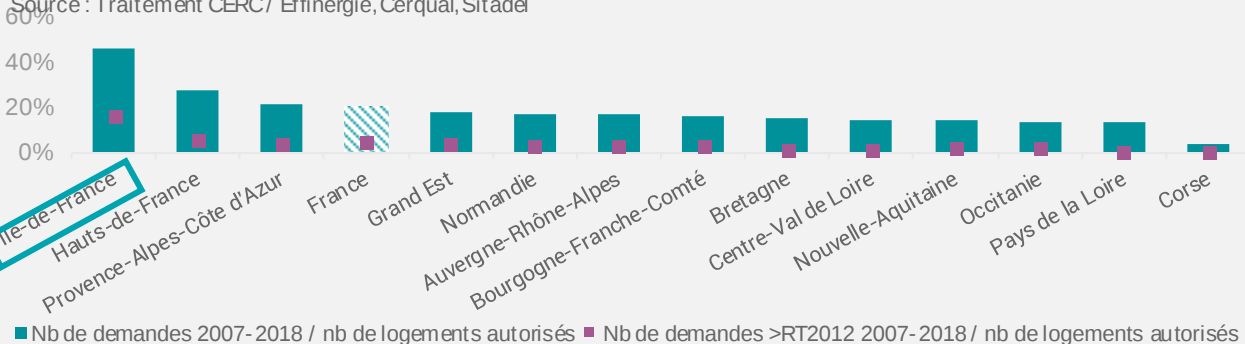
Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC/ Efficnergie, Cerqual, Sitadel



Hors Cequami en 2017

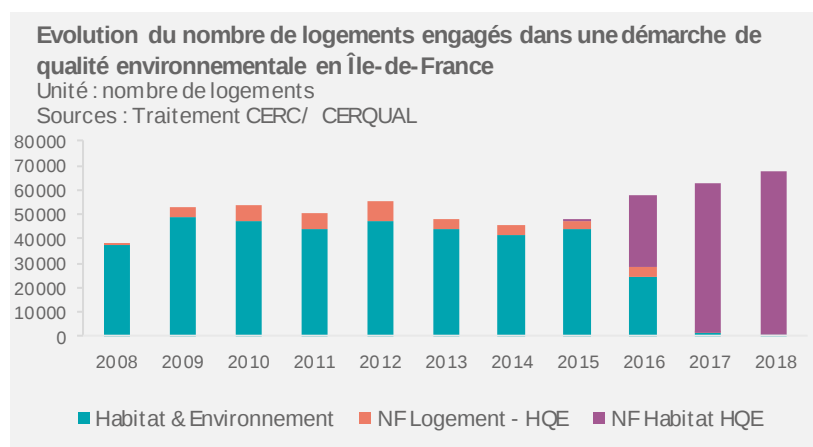
Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2018 dans les logements en France

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC/ Efficnergie, Cerqual, Sitadel



Hors Cequami en 2017

Le nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale stable en 2018 en Ile-de-France



Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2018 (Evol. 1 an)

Île-de-France	France
39 465 +1%	67 358 +8%

Stabilisation du nombre de logements engagés dans une démarche environnementale en Ile-de-France

En 2018, en Ile-de-France, 39 465 logements ont engagés une démarche de qualité environnementale, soit une quasi-stabilité par rapport à 2017 (+1, %).

La totalité de cette démarche est réalisée en NF Habitat HQE.

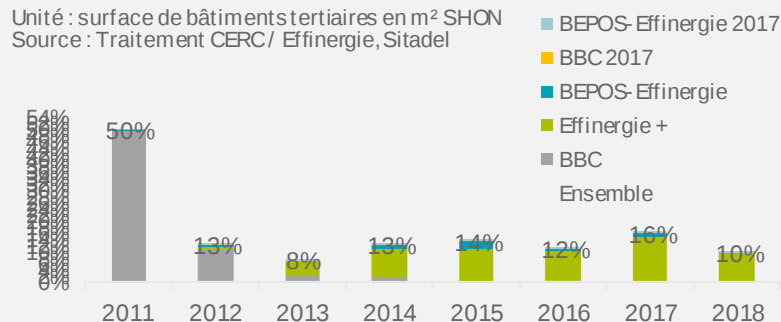
58,6 % des logements engagés dans une telle démarche se situent en Ile-de-France.

En France, en 2018, ce sont 67 358 logements engagés dans cette démarche, soit 8 % de plus qu'en 2017.

Progression de la prise en compte du développement durable dans la construction neuve de bâtiments tertiaires

Demandes de labellisation énergétique de bâtiments tertiaires rapportées aux autorisations en Île-de-France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC/ Effinergie, Sitadel

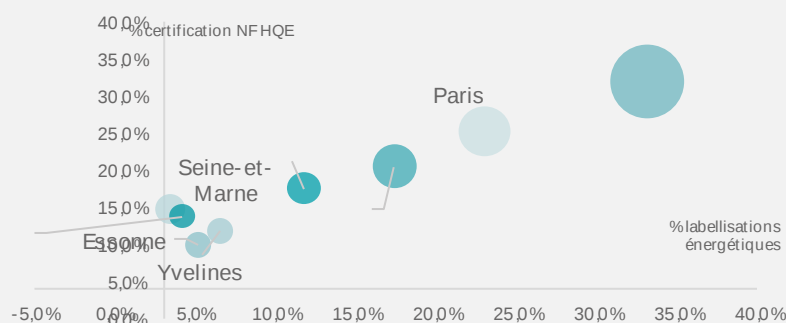


Surface de bâtiments tertiaires 2007-2018 par rapport à la surface autorisée

	Île-de-France	France
Labellisations énergétiques	15,4%	4,4%
Certifications NF HQE	19,8%	6,2%

Surfaces de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs surface autorisée 2007-2018 en Île-de-France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC/ Effinergie, Certivea, Sitadel



En Ile-de-France, une part plus élevée de surfaces de bâtiments tertiaires labellisés que sur la France entière

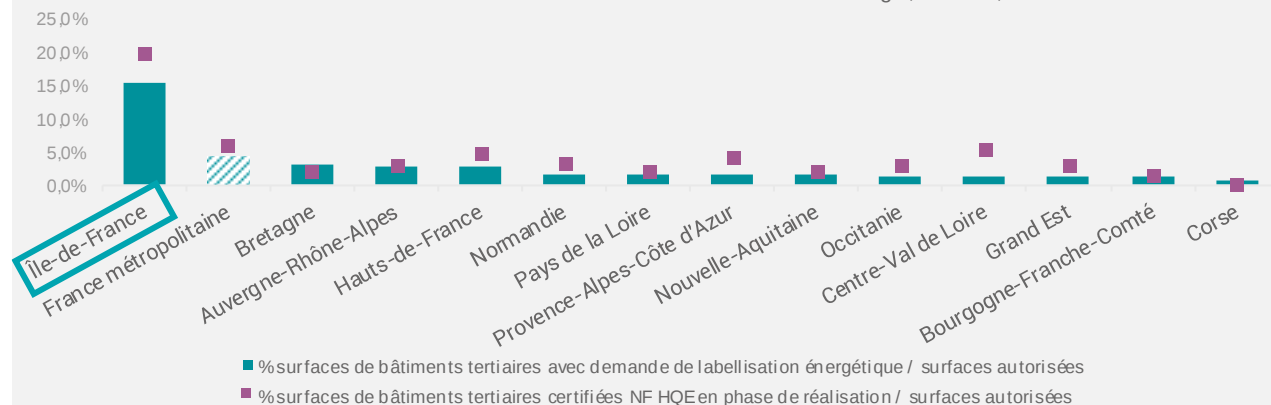
En Ile-de-France, 15,4 % de la surface des bâtiments tertiaires autorisées entre 2007 et 2018 ont été labellisées énergétiquement, contre 4,4 % en France.

S'agissant des certifications NF HQE, 19,8 % des surfaces autorisées de bâtiments tertiaires ont été certifiées, contre 6,2 % en France.

Par ailleurs, cette demande de labellisation énergétique a diminué entre 2017 et 2018 (16 % contre 10 %).

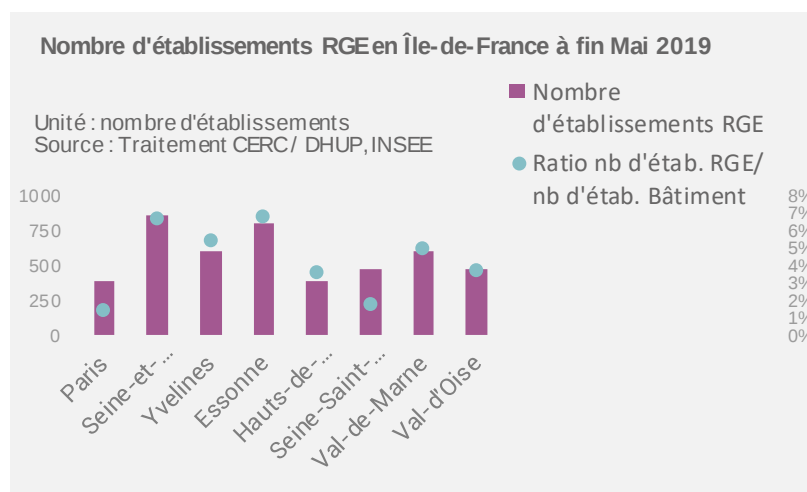
Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs la surface autorisée 2007 - 2018 en France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON - Source : Traitement CERC/ Effinergie, Certivea, Sitadel



La qualification RGE mobilise les entreprises

Des disparités de mobilisation des RGE selon les départements



Ratio du nombre d'établissement RGE sur les établissements Bâtiment à fin Mai 2019

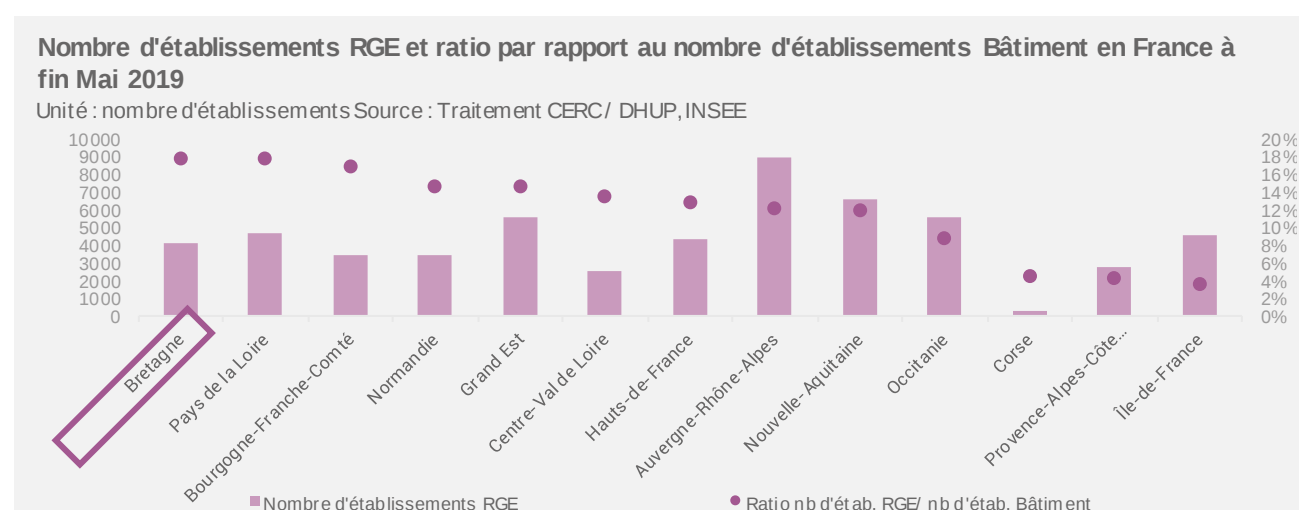
Île-de-France	France
3,6%	9,6%

Légère augmentation du nombre d'établissements RGE à fin mai 2019

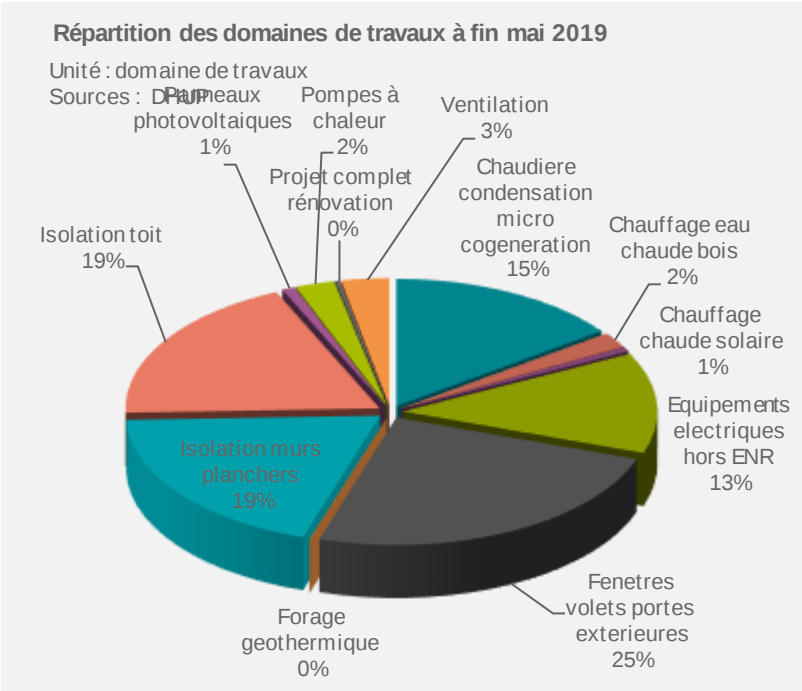
A fin mai 2019, 3,6 % des établissements de Bâtiment étaient labellisés RGE.

Le nombre d'établissements RGE est plus important en Seine-et-Marne et dans l'Essonne (environ 750) que dans les autres départements franciliens.

En France, cette proportion atteint 9,6 %.



Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation



Nombre d'établissements RGE à fin mai 2019 (Evol. 3 mois)

Île-de-France	France
4 554	56 767
-5%	-2%

Diminution du nombre d'établissement RGE en Ile-de-France à fin mai 2019

En Ile-de-France, 4 554 établissements sont labellisés RGE, soit une diminution de 5 % par rapport aux trois mois précédents.

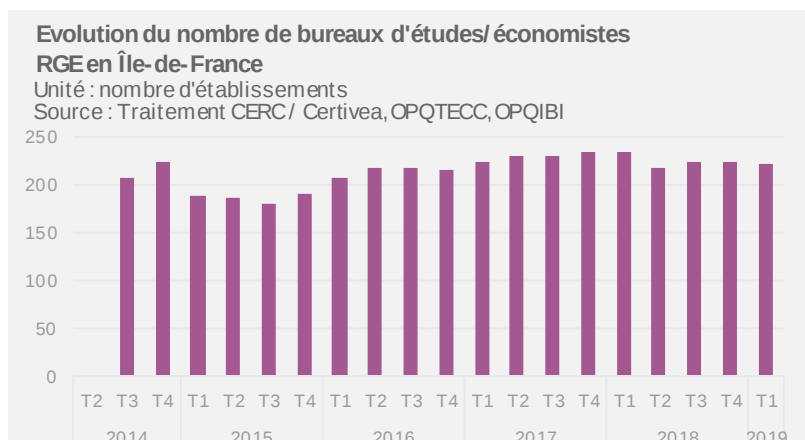
Les domaines de travaux majoritaires des labélisations RGE sont les suivants : fenêtres volets portes extérieures (25 %), isolation toit (19 %) et isolation murs et planchers (19 %).

Signes RGE en Île-de-France en 2018 (Evol. 1 an)

Unité : nombre de signes
Source : CERC/ Qualibat, Qualit'EnR, Cequami, Certibat, Qualifelec

Energies renouvelables			Efficacité énergétique			Offre globale		
Qualisol	32	▼	ECO-artistes	765	→	Qualibat Offre Globale	13	▼
Qualibois	194	▼	Pro de la performance énergétique	187	▼	NF-NFHQE Maison rénovée	18	▲
QualiPV	73	▲	Qualibat mention EE	7 566	→			
Qualipac	191	▲	Certibat mention RE	7	→			
Qualiforage	2	→	Qualifelec mention EE	53	▲			
Qualibat - mention ENR	0	▼▼						
Qualifelec - mention PV	13	▼						

Les signes RGE de la maîtrise d'œuvre RGE en progression



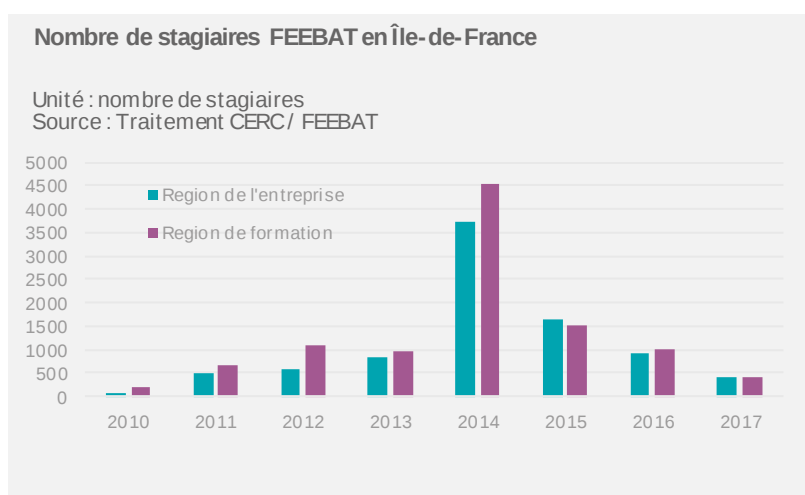
Nombre de bureaux d'études/ économistes RGE à fin T1 2019 (Evol. 1 trim.)

Île-de-France	France
221	1 488
-1%	-0%

Légère diminution du nombre de bureaux d'études / économistes RGE

A fin mars 2019, 221 bureaux d'études / économistes étaient RGE en Ile-de-France, soit une diminution de 1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2018.

Un nombre de stagiaires FEEBAT en recul



Stagiaires FEEBAT en 2017 (Evol. 1 an)

Île-de-France	France
406	3 968
-59,4%	-50,9%

Dénombrement selon la région de formation

Forte diminution du nombre de stagiaires FEEBAT en 2017

En Ile-de-France, le nombre de stagiaires FEEBAT en 2017 a diminué de 59,4 % par rapport à 2016 pour atteindre 406 stagiaires.

Cette diminution est également constatée en France : - 50,9 % en 2017 par rapport à 2016

AVEC LE CONCOURS...

DES MEMBRES DE LA CERC :

ET DES MEMBRES DU GIE RÉSEAU DES CERC :



**Cellule Economique Régionale de la Construction d'Ile-de-France
(CERC-IDF)**

tél. : 06-47-43-73-86

www.cercidf.fr | www.cerc-actu.com

